

# Le dossier Économie de l'Élevage

TOUS LES MOIS, UNE ANALYSE SUR LES FILIÈRES BOVINES, OVINES ET CAPRINES



Mai 2010

 n°402

## Viande bovine et ovine en Europe

*Quelle perspective à l'horizon 2015 ?*

**Rédaction :**

Département Économie  
de l'Institut de l'Élevage (GEB)

Les études publiées dans le cadre des Dossier Économie de l'Élevage, bénéficient du financement  
du Ministère de l'Agriculture

et sur contrats, du Fonds de l'Élevage, de l'Interprofession lait et viande et de FranceAgriMer



## La poursuite d'un lent déclin

La production de viande bovine et ovine en Europe a déjà fait l'objet, de la part du GEB, de nombreux travaux de perspectives à horizon de 5 à 10 ans. Cette nouvelle prévision prend en compte la crise économique mondiale démarrée aux États Unis en 2007 et propagée au monde entier en 2008, les relations commerciales nouvelles qui en résultent, et la politique environnementale envisagée pour ces 5 prochaines années.

Notre méthode reste basée sur la simulation hypothético-déductive des paramètres de production (évolutions du cheptel de souche bovin et ovin, de l'utilisation des veaux, des poids de carcasses...). Elle est complétée par l'explication d'un scénario central de contexte économique général que nous considérons comme devant être le plus probable à cet horizon 2013-2015 : il repose en particulier sur l'hypothèse que les négociations commerciales multilatérales du cycle de Doha n'aboutiraient pas, en tous cas pas suffisamment tôt dans sa mise en œuvre, pour qu'on en enregistre tous les effets délétères sur la production et les échanges pour la zone Europe à cette échéance de 2015.

Un tel scénario excluant un nouvel accord OMC (ou tout effet significatif à cette échéance), n'a pour autant rien de rassurant sur un terme un peu plus éloigné. Cette épée de Damoclès des concessions que s'apprêterait à faire l'Union Européenne dans le cadre de négociations commerciales au nom de l'intérêt d'autres secteurs économiques ou d'une certaine idéologie reste bien une préoccupation essentielle pour l'avenir des filières animales et en particulier pour le secteur de la viande bovine. On pourrait aussi s'interroger sur l'impact de pressions réglementaires accrues, notamment sur les plans de l'environnement et du bien-être animal. Sans compter l'impact réel qu'aura la pression médiatique actuelle en forme de « diabolisation » des ruminants, difficile à mesurer aujourd'hui. Bref, si nous écartons des scénarios plus négatifs, c'est avant tout parce que, pour réalistes qu'ils soient, c'est à une échéance plus lointaine que 2015 que nous pouvons craindre leurs conséquences désastreuses.

De même, les décisions du « bilan de santé de 2009 », qui conditionnent largement le niveau de production notamment en viandes bovine et ovines, seront vala-

> > >

bles jusqu'à l'échéance 2013. Aucune mesure supplémentaire ne serait prise par la Commission ou les États, sauf celles consistant à diminuer les aides nationales en cas de graves difficultés budgétaires. La véritable réforme dont on commence à débattre ne s'appliquera en effet qu'au-delà de 2013 et n'impactera pas la production avant 2015 : en moyenne, en dehors de l'impact des phases de capitalisation/décapitalisation, c'est l'importance du cheptel de vaches de l'année N qui détermine la production de l'année N+2.

Pour le secteur laitier, la réforme « bilan de santé » confirme le maintien des quotas et leur abondement progressif jusqu'en 2013. Pour l'ensemble des productions animales, la réforme de 2008 réduit l'utilisation possible des mécanismes de régulation des marchés, quand elle ne les supprime pas.

Pour le secteur allaitant, le niveau de découplage des aides et leur montant restent identiques et conformes aux décisions du « bilan de santé » en 2008/2009.

Pour le secteur ovin, cette référence à la « PAC 2013 » et à la perspective 2015 suppose que les soutiens de

l'année 2014 ne s'éloignent pas de ceux de 2013 : le cheptel de décembre 2014 conditionne la production de l'année 2015. Le bilan de santé de la PAC en France s'étant traduit par une revalorisation importante des aides au secteur ovin, il va sans dire qu'une coupe budgétaire dès 2014 entrainerait une nouvelle baisse de cheptel en France, ce que nous n'envisageons pas dans le scénario tendanciel privilégié ici.

Ce scénario prévoit une population européenne de 10 millions d'habitants supplémentaires en 2015, dans des frontières figées : nous n'imaginons pas de nouvel élargissement à cette échéance.

L'UE à 27 membres s'enfoncerait ainsi progressivement dans une érosion lente mais continue de sa production de viande bovine et de sa consommation, l'une et l'autre en germe depuis plusieurs années : la production reculerait de l'ordre de 3% à l'horizon de 5 ans et la consommation de 2%, l'Europe renforçant progressivement sa dépendance à l'égard du marché mondial.

Le secteur ovin connaîtrait une évolution du même type avec un recul de production de 7% en 6 ans tirant à la baisse la consommation.

### **"L'UE s'enfoncé progressivement dans une érosion lente mais continue de sa production de viande bovine et ovine"**



# SOMMAIRE

	La poursuite d'un lent déclin	1
<b>1</b>	État des lieux et contexte général	5
	L'UE dans les échanges mondiaux de viandes rouges	5
	Le contexte économique : « doute et stagnation »	6
<b>2</b>	Perspectives viandes dans un scénario tendanciel	9
	Après l'euphorie de 2008, retour à l'érosion des cheptels laitiers européens	9
	L'UE dans les échanges mondiaux de viandes rouges	5
	Un recul contrasté des cheptels allaitants	16
	Quelle production de viande bovine issue de ce cheptel restreint ?	17
	La production de viande ovine européenne perd encore 7% en 6 ans	19
<b>3</b>	Conclusion	22

# 1

## État des lieux et contexte général

### L'UE dans les échanges mondiaux de viandes rouges

La consommation, comme la production de viande bovine dans le monde, est fortement concentrée autour de quelques pays : les quatre plus grands producteurs et consommateurs sont les États-Unis, l'UE, le Brésil et la Chine. Alors que la consommation par habitant de viande bovine (gros bovins et veaux) dans le monde progresse, notamment dans les pays émergents, celle au sein de l'UE ne cesse de s'éroder, passant de 18 kg/hab/an dans l'UE 25 en 2004 à 16,8 kg/hab/an dans l'UE 27 en 2008.

En 2008, l'UE 27 se classe au deuxième rang des pays producteurs, avec un peu plus de 8 millions de têtes sur une production mondiale de près de 65 millions de têtes. Cette position, couplée à une consommation en baisse, n'a pas empêché l'Union de devenir importatrice nette à partir de 2003, avec un déficit se chiffrant à quelques 270 000 têtes pour l'année 2009, après avoir atteint près de 400 000 têtes en 2007. Cette inversion du bilan de l'UE s'explique par les évolutions croisées des cheptels laitiers et allaitants européens ces dernières années.

Le cheptel laitier, à partir duquel plus de 60% de la viande bovine européenne est produite, regroupe les

2/3 des vaches présentes dans l'Union, avec plus de 24 millions de têtes fin 2008. Ce cheptel laitier se réduit dans les anciens pays membres depuis l'instauration des quotas laitiers en 1984 et la poursuite de la progression de la productivité laitière. Malgré un certain transfert vers le cheptel allaitant, le cheptel reproducteur total des 27 pays de l'UE a encore reculé de 10% depuis l'an 2000, perdant près de 2,7 millions de têtes. La conjoncture laitière a pu freiner temporairement cette tendance, comme cela a été le cas en 2007 et 2008, lorsque les éleveurs ont étoffé leur cheptel pour répondre à la hausse des prix du lait.

Le cheptel allaitant européen a, lui, nettement progressé dans les années 80 et 90 mais s'est stabilisé depuis. Avec 12,2 millions de vaches allaitantes en 2008, le cheptel de l'UE-25 est en effet quasiment au même niveau qu'en 2000. Il a connu un léger recul au début des années 2000, conséquence notamment des mesures favorisant l'extensification de la réforme de la PAC de 2000, avant de se rétablir. La relative stabilité du cheptel européen masque toutefois des évolutions contrastées selon les pays, en fonction de leur situation climatique et surtout des choix faits en matière de couplage des primes bovines depuis 2005. Le découplage total de la PMTVA a ainsi conduit à des baisses de cheptel en Italie, au Royaume-Uni et en Irlande. Au contraire, dans les autres pays où le couplage a été maintenu, il y a plutôt eu capitalisation parallèlement

au recul des cheptels laitiers (France, Portugal, Autriche, Belgique). L'Espagne qui a maintenu le couplage de la PMTVA fait figure d'exception notamment parce qu'elle a dû faire face à plusieurs années de sécheresse qui ont fortement affecté la production d'herbe et pénalisé l'élevage extensif. En outre, les régions allaitantes du centre de la Péninsule ont été affectées par plusieurs sérotypes de Fièvre Catarrhale Ovine dès 2004.

L'Europe possède la particularité de consommer de la viande de veau, un produit très marginal sur les autres continents. L'engraissement de veaux répond à une demande des consommateurs, et joue également un rôle de régulateur de la production de viande de gros bovins. La production européenne de veau est réalisée à près de 80% par 5 pays : la France, les Pays-Bas, l'Italie, la Belgique et l'Allemagne. La production de veau de boucherie en Europe est en baisse depuis de nombreuses années. Entre 2000 et 2008, le nombre de veaux abattus a diminué de plus de 13% au sein de l'UE 15. Cependant, la hausse constante des poids carcasse (de 134 kg à 140 kg) a permis de limiter la baisse de volumes à 5,5% sur cette période. En 2009, la production de veaux dans l'UE 15 selon la nouvelle définition de cette production<sup>1</sup> serait de 4,43 millions de têtes et 620 000 téc. La France assure le 1/3 de cette offre et les Pays-Bas 27%, devant l'Italie 19%, la Belgique et l'Allemagne.

La viande ovine a été encore davantage confrontée au recul de la production. Entre 2000 et 2009, elle est passée de 1 125 milliers de téc à 886 dans l'UE à 27, une baisse de 21%. L'évolution n'a pas été homogène d'un pays à l'autre. Ainsi, la production a baissé de 24% en France, alors qu'elle reculait de 15% au Royaume-Uni, de 34% en Irlande et de 48% en Espagne. La consommation en Europe a également reculé entre 2000 et 2009, passant de 2,9 à 2,3 kg/hab/an (-18%).

Cette baisse de production correspond au recul important du cheptel européen. Entre 2000 et 2009, le cheptel européen de brebis reproductrices a reculé de plus de 11 millions de têtes pour tomber à 66,5 millions, 14% de moins qu'en 2000. Ce recul important résulte d'un ensemble de causes à la fois structurelles et conjoncturelles, et la restructuration des exploita-

tions paraît loin d'être terminée. Tout d'abord, la faiblesse des revenus dans la plupart des grands pays producteurs en Europe pénalise le secteur viande ovine par rapport aux autres secteurs agricoles. Déjà au plus bas avant 2006, les revenus ont encore été entamés par la hausse des coûts de production entraînant la disparition d'exploitations et la réforme d'un grand nombre de brebis. Royaume-Uni mis à part, il reste en outre un grand nombre de très petits détenteurs (moins de 20 brebis), tant en Grèce, qu'en France, en Italie, en Espagne... Ces tous petits troupeaux ne pèsent pas lourd dans le cheptel total de chacun des pays, entre 2 et 4% en général, mais ils disparaissent rapidement. D'autre part, la mise en œuvre du découplage de la prime ovine (en 2005 ou 2006 selon les États membres) a entraîné une baisse supplémentaire de cheptel dans la plupart des grands pays ovins européens, les éleveurs ayant ajusté leurs effectifs et réformé les brebis les moins productives. L'année 2010 ne viendra pas inverser la tendance et la production accusera un nouveau recul suite à des baisses de cheptel enregistrées fin 2009, même si on peut s'attendre à ce que le bilan de santé de la PAC freine le déclin, en France tout au moins, compte tenu des mesures prises au bénéfice du secteur ovin.

C'est dans un contexte de crise de l'élevage tant laitier que de viande bovine et ovine, avec un effondrement généralisé des revenus en 2009, que nous menons ce nouvel exercice de perspective.

## **Le contexte économique : « doute et stagnation »**

C'est un contexte économique général qu'on qualifie de « doute et de stagnation » que nous retenons comme le plus probable dans notre réflexion. Ce contexte peut être décrit comme celui d'une crise économique qui persiste, avec une croissance économique qui reste atone pendant encore 3 ou 4 ans dans les pays développés en règle générale. Les États tentent de se substituer à la demande des ménages étatsuniens, moteur de l'économie mondiale au cours des dernières années, qui ont décidé de se désendetter au lieu de consommer. Les dettes contractées par les États s'accumulent et le remboursement est difficile, faute de croissance de la production. C'est surtout

> > >

<sup>1</sup>Depuis janvier 2008, une modification est intervenue dans la nomenclature statistique suite à la mise en œuvre de la nouvelle définition européenne du veau : la catégorie des bovins de moins de 12 mois a été scindée en deux catégories, celle des animaux de moins de 8 mois (veaux de boucherie) et celle des animaux dont l'âge est compris entre 8 et 12 mois (jeunes bovins). Cette distinction n'a été opérationnelle dans les statistiques néerlandaises que début 2009.

cette situation économique mondiale qui explique qu'il n'y a pas accord sur les négociations du cycle de Doha. Un accord aboutissant à plus de libéralisation étant, en temps de crise, jugé politiquement trop risqué par les gouvernements. La régulation du commerce mondial serait donc inchangée (malgré des risques d'accords bilatéraux aux enjeux considérables pour le commerce des produits animaux, et en particulier la viande bovine dans une négociation avec les pays du Mercosur). Les échanges internationaux resteraient ralentis sous l'effet d'une consommation peu dynamique et de difficultés pour les opérateurs à accéder aux crédits commerciaux et aux assurances exports.

Les prix de l'énergie se maintiendraient à des niveaux proches de ceux de 2009. En effet, même si la demande n'est pas forte, les pays producteurs agissent sur l'offre pour maintenir des prix à des niveaux qui leurs semblent acceptables. Le baril se maintient en moyenne à 75 dollars. Ces prix ont des conséquences sur la production agricole, en termes de coûts de production, mais également sur les prix des agro-carburants. Malgré les limites budgétaires, les politiques

concernant les agro-carburants ne sont pas modifiées, et le taux d'incorporation en Europe reste inchangé : les pays de l'Union européenne se sont engagés à atteindre en 2020 la part de 10% d'incorporation d'agro-carburants dans les transports européens. Il en résulte une augmentation de la production qui, indirectement, aide à soutenir le prix des oléagineux et à ralentir la baisse du prix des céréales. Les effets induits touchent les prix des coproduits, affectés par des volumes en hausse. Le blé est à 100-110 euros/tonne, départ ferme, en moyenne entre 2010 et 2015.

Sur la même période, le dollar reste à des niveaux bas mais en légère appréciation par rapport à l'euro en 2015 (1,2 \$/euro en moyenne comparé à 1,39 \$/euro en moyenne sur l'année 2009), équilibre entre les faibles taux d'intérêts de la Fed et sa position de valeur refuge, l'aversion pour le risque restant relativement forte ; les monnaies liées à l'évolution du cours des matières premières (dollars australien, canadien et néo-zélandais) se déprécient par rapport au dollar et à l'euro. La livre sterling reste faible par rapport à l'euro, les statistiques économiques ne montrant pas d'amélioration et la politique monétaire s'assouplissant.

### NOTRE SCENARIO ÉCONOMIQUE GLOBAL :

Dans ce contexte, l'Europe et les États-Unis retrouvent la récession, après un rebond technique fin 2009-début 2010. La situation de certains pays européens, comme l'Irlande, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, est plus délicate encore, le très fort endettement des ménages et/ou des États pesant sur les économies. Les nouveaux États membres sont également en difficulté : le flot d'investissements s'est tari, leurs exportations vers l'Ouest sont affectées par le recul de la demande et la dépréciation de leur monnaie pèse sur les économies (renchérissement du prix des produits importés et augmentation de la dette libellée en euros). Les déficits budgétaires des pays euro-

péens s'aggravent, et malgré cela, le chômage reste à des niveaux élevés ce qui pèse sur la consommation. Le crédit continue à être rare et les ménages peu enclins à consommer, anticipant la hausse de la fiscalité destinée à rembourser la dette publique. Ce contexte économique tendu pousse à une réorientation des dépenses des ménages avec des choix qui privilégient, hors dépenses contraintes (logement, eau, énergie...), certains postes (communications...) au détriment des habitudes alimentaires. Certains pays européens décident de limiter les cofinancements nationaux dans le cadre de la PAC, l'Irlande notamment, ce qui contribue à rendre plus difficile

les investissements productifs des agriculteurs.

Les partenaires de l'Union européenne subissent également la crise. La Russie peine à maintenir son PIB. Ses exportations de matières premières faiblissent en valeur, son endettement reste à un niveau élevé, ses ménages subissent une baisse de revenu, et le rouble se déprécie. Cela a pour conséquence une forte diminution des importations russes. Le PIB des pays émergents (Chine, Inde, Brésil...) croît, mais moins vite qu'avant la crise. La Chine est touchée par le ralentissement du commerce mondial en dépit d'un yuan toujours sous-évalué. La consommation intérieure pro-

> > >

gresse mais moins rapidement que les années précédant la crise. L'Inde voit sa croissance faiblir malgré la dépréciation de la roupie.

L'Amérique latine n'est pas épargnée. Le Brésil est cependant touché de manière moins marquée ce qui permet à l'État de soutenir la consommation, affectée par la restriction du crédit. Les expéditions brésiliennes de viande souffrent cependant d'un manque de débouchés : les importations russes régressent et l'Union européenne maintient ses exigences sanitaires et de traçabilité. Cette baisse des exportations, couplée aux difficultés d'obtenir un crédit, limite l'incitation à la recapitalisation du cheptel brésilien. L'Argentine maintient un contrôle sur ses exportations afin de satisfaire sa demande intérieure, ce qui entraîne la poursuite de la décapitalisation. Dans ces

deux pays, les prix du soja, maintenus à des niveaux relativement élevés notamment par la production d'agro-carburants, contribuent à la tendance à la mise en culture des pâturages. D'autant que les exportations de soja ne sont pas limitées par le gouvernement argentin.

En Océanie, la Nouvelle-Zélande connaît une récession hors norme par sa durée: la chute du commerce mondial affecte durement l'économie néo-zélandaise, déjà très endettée. La récession se traduit par une chute de la demande des ménages. La dépréciation du taux de change en termes réels aide cependant les secteurs exportateurs, dont le lait et la viande ovine. L'Australie subit une augmentation du chômage même si l'impact de la crise (notamment en termes de consommation) est moins prononcé que dans d'autres

pays développés. La production de viande bovine australienne profite des faibles cours des céréales.

La conjoncture économique s'améliore modérément à partir de 2012, mais la croissance mondiale reste ralentie au cours de la période 2013-2015, pénalisée par le déficit d'investissements au cours des années précédentes.

Le retour de la croissance accapare tous les esprits et les préoccupations environnementales passent au second plan. La campagne anti viande, anti ruminants, anti productions animales, qu'on pourrait considérer comme une campagne de diabolisation de l'élevage et qui a pris de l'ampleur à la fin de la dernière décennie a été contenue à un impact médiatique et n'a pas véritablement affecté la consommation des ménages.



# 2

## Perspective viandes dans un scénario tendanciel

### Après l'euphorie de 2008, retour à l'érosion des cheptels laitiers européens

Dans ce scénario tendanciel, la faible croissance économique mondiale se répercute sur le secteur laitier. La production laitière mondiale progresse modérément, au plus de 1% l'an, et sensiblement moins vite que la croissance démographique. Avec une production laitière mondiale portée à 740 millions de tonnes de lait en 2015, toutes espèces confondues, la consommation annuelle moyenne de lait est ramenée de 102 à 101 kg/habitant en équivalent lait liquide. La demande en produits laitiers progresse modérément dans les pays émergents, même si elle redevient plus dynamique en Chine et en Inde. En revanche la demande en produits laitiers est globalement stationnaire dans les pays industrialisés, membres de l'OCDE.

À l'horizon 2013-2015, les cours mondiaux de la poudre maigre et du beurre s'annoncent modérés, supé-

rieurs toutefois de 35% en dollars au cours moyen sur la période 1997 à 2006. Soit, en euros, légèrement sous les prix d'intervention du beurre et de la poudre au sein de l'Union européenne. Les restitutions ne sont qu'exceptionnellement activées, notamment pour le beurre.

Les importations demeurent limitées aux contingents tarifaires. Les cours européens du beurre et de la poudre maigre se situent, sur longue période, au niveau du prix d'intervention, grâce à des retraits ponctuels et circonstanciés lors de la période d'ouverture de mars à août. La consommation européenne de produits laitiers progresse modestement, tirée par la seule croissance démographique : en hausse de 10 millions, la population de l'UE à 27 est portée à 507 millions d'habitant en 2015. Dans ce contexte, le prix du lait (standard) payé aux livreurs se situerait en moyenne aux alentours entre 250 et 275 euros pour mille litres en France comme en Europe. Dans le même temps, le prix des intrants (aliments du bétail et énergie) demeure modéré.

> > >

Une telle conjoncture économique a des incidences variées sur la production des pays membres de l'UE qui voient tous leurs quotas laitiers abondés de 1% supplémentaire par campagne entre 2010 et 2014.

Dans ce scénario, l'**Allemagne** semble en mesure d'accroître sa production, sans pour autant pouvoir réaliser tout son quota. La médiocre conjoncture met en difficulté les exploitations laitières très endettées et peu performantes techniquement. Au Sud les exploitations pluriactives résistent, mais n'investissent pas. Cependant, les installations sont moins nombreuses et les quotas libérés migrent vers le nord du pays où la restructuration est relancée. Les Länders du Nord connaissent un double mouvement : davantage de fermeture d'ateliers dans des exploitations agricoles très endettées et peu compétitives et croissance rapide des ateliers compétitifs qui s'agrandissent grâce aux quotas libérés. De plus, le fort développement de la production de biogaz à prix garanti par les compagnies d'électricité sert d'amortisseur à la crise laitière. À l'Est, la plupart des grands ateliers se maintiennent, d'autant que la crise économique atténuée la pénurie de main-d'œuvre salariée qui était criante avant fin 2008. En somme, la croissance dans les élevages performants compense et au-delà les nombreuses cessations laitières, portant la production 5% au dessus de son niveau de 2008. La composition génétique du cheptel laitier, part relative des Fleckvieh et des Holstein, évolue peu et sa productivité poursuit la tendance (+100 kg/VL/an) à l'œuvre depuis 2000. Malgré la hausse de production attendue, cela pourrait se traduire par une diminution de 6% du cheptel de vaches laitières à l'horizon 2013.

En **France**, une conjoncture laitière dégradée accélère, comme en Allemagne, le rythme des cessations laitières. Un nombre plus importants d'éleveurs arrêtent le lait en cours de carrière et les reprises d'exploitations agricoles avec abandon du lait se font plus fréquentes, jusqu'à 35% dans certaines zones, contre 20% en moyenne avant 2009. Les quotas libérés sont beaucoup plus importants et seuls les éleveurs des zones d'élevage de plaine sont en mesure d'accroître la production d'ici 2013, sans absorber totalement les références libérées. Ainsi, la production laitière se situe en 2013 5% sous le niveau de 2008, alors qu'entre temps le droit à produire de la France a progressé de 1,5 million de tonnes (+7%).

Malgré un rythme de cessation plus rapide, la croissance des rendements laitiers suivra la tendance à l'œuvre depuis plusieurs années (+85 kg/VL/an). Tout d'abord, les arrêts d'ateliers ne sont plus l'apanage des élevages de faible taille ou peu productifs. De plus, les éleveurs situés dans les zones d'élevage de plaine, notamment dans les zones herbagères, améliorent la compétitivité de leur système en réduisant les coûts de charges variables. Le cheptel de vaches laitières pourrait ainsi reculer de 11% sur 2009.

Au **Royaume-Uni**, l'agriculture dans son ensemble, et le secteur laitier en particulier, bénéficient de la faiblesse de la livre (estimée à 0,90 euro en 2013). Les éleveurs bénéficient d'aides directes augmentées payées en livres et d'un prix du lait moins déprimé que dans la zone euro. Ainsi, depuis 2008, le rythme de cessation laitière est plutôt modéré, aux alentours de 4% l'an, après avoir dépassé en moyenne 6% l'an entre 2000 et 2008. Avec une production céréalière moins attractive, la production laitière résiste mieux dans les régions de grandes cultures du sud-est de l'Angleterre, tandis qu'elle continue de progresser en Ecosse et en Irlande du Nord. Ainsi, toutes nations confondues, le déclin de la production se poursuit à un rythme ralenti (-1% l'an). Dans le même temps, la productivité du cheptel britannique progresse modérément (+50 kg/VL/an) du fait d'une restructuration moins rapide, de conduites très économes des éleveurs dans les systèmes herbagers qui sont prédominants dans le sud-ouest de l'Angleterre et dans les trois autres nations (Ecosse, Irlande du Nord et Pays de Galle). Ainsi, avec une production estimée en recul de 5%, le cheptel diminuerait de 5% en 2013 comparé à 2009.

Aux **Pays-Bas**, comme au **Danemark**, la médiocre conjoncture laitière n'émousse pas le dynamisme de la production qui, malgré un bas prix du lait, suit la progression du droit à produire national. Nous prévoyons ainsi une production laitière ajustée au quota et en hausse respectivement de 7% et de 4% dans ces deux pays ; la hausse étant plus forte aux Pays-Bas en raison de la réduction de moitié du correctif matière grasse relativement important en 2008. En revanche avec une teneur en matière grasse du lait collecté inférieure à la référence nationale, le Danemark ne subit pas de correctif matière grasse.

> > >

Le rythme des cessations laitières demeure faible aux Pays-Bas où la production repose sur des systèmes de production spécialisés, simples et efficaces. Malgré le bas prix du lait, les éleveurs dégagent encore des revenus convenables grâce à la bonne maîtrise des charges, notamment de l'alimentation animale, et à la réduction des achats de quotas. La productivité du cheptel continue de progresser modérément (+75 kg/VL/an), dans la tendance à l'œuvre depuis 2000.

À l'inverse, la restructuration se poursuit toujours à un rythme effréné au **Danemark**, où le nombre d'ateliers chute de 33% entre 2009 et 2013. À un tel rythme, la taille et la productivité des cheptels progressent toujours rapidement : +150 kg/VL/an. Avec des cheptels les plus productifs de l'UE à 27 (> 9 000 kg/VL en 2013), les éleveurs danois sont néanmoins à la tête d'entreprises agricoles très endettées, donc financièrement fragiles. La viabilité d'un tel modèle suppose que les institutions de crédit (bancaires et hypothécaires), impliquées dans le financement de cette filière, accordent des rééchelonnements des remboursements de prêts. En tout état de cause, cette filière est engagée dans une course « folle » à l'agrandissement qui incite les éleveurs ayant investi dans de grands ateliers à maximiser leur production pour diluer au maximum les charges de structure. Cela contribue à accroître la productivité du cheptel.

En **Italie**, la filière laitière subit une crise de débouché des fromages de garde, provoquée par la crise économique (tassement de la consommation intérieure et des exportations) et la concurrence des laits liquides en provenance d'Allemagne et des pays de l'Est. Ainsi, malgré la hausse du quota de 5% sur la seule campagne 2009/10, la production se stabilise à 11,0 millions de tonnes, soit légèrement sous le quota national (11,3 millions de tonnes), tandis que le rendement moyen du cheptel national progresse modérément, de 50 kg/VL/an, dans la tendance observée depuis 2000.

En **Pologne**, la situation de crise économique ralentit les mouvements de restructuration dans les régions où prédominent les micro-exploitations, dans le quart sud-est du pays. Malgré un faible prix du lait, les éleveurs accroissent leurs livraisons dans la limite du quota « livraisons ». Dans le même temps, la production informelle se maintient aux alentours de 3,3 millions de tonnes, alors qu'elle tendait à décliner depuis

l'adhésion à l'Union européenne. Globalement, la production progresse donc de 5% à 13 millions de tonnes. Les rendements progressent modérément en moyenne (+80 kg/VL/an).

La production laitière recule dans tous les autres nouveaux États membres.

En **Finlande** et en **Suède**, le niveau de prix du lait, toujours supérieur à la moyenne européenne, n'enraye pas le déclin de production amorcé en 2002 en Finlande et en 2004 en Suède. Ces deux pays subissent la concurrence forte et croissante des fromages allemands, danois et néerlandais. La production laitière recule de 12% entre 2008 et 2013, tandis que la productivité du cheptel national poursuit la tendance, respectivement +120 kg et +90 kg/VL/an.

En **Autriche**, la production laitière résiste à la crise, malgré des coûts de production élevés, grâce à la robustesse des systèmes basés sur la pluriactivité et la diversité des revenus. Auparavant en léger dépassement, la production laitière s'ajuste d'abord au quota puis suit sa hausse, soit une hausse de 3% de la production entre 2008 et 2013), tandis que la productivité du cheptel progresse modérément (+75 kg/VL/an).

En **Espagne**, la restructuration laitière, déjà rapide, se poursuit, voire s'accélère. Tous les droits à produire libérés ne sont pas repris, si bien que la production nationale recule de 7% en 2013 par rapport à 2008. La productivité du cheptel poursuit sa croissance (+125 kg/VL/an), un peu moins vite que sur la période précédente, car la restructuration affecte autant de grands ateliers avec des vaches hautes productrices que des petits élevages de la corniche Cantabrique qui reposent sur la valorisation de maïs ensilé. Au **Portugal**, les élevages sont moins soumis à la concurrence des pays du nord de l'Europe qu'en Espagne. La production se maintient et la productivité du cheptel prolonge la tendance observée (+100 kg/VL/an) depuis 2000.

En **Irlande**, la production se maintient aux alentours de 5,1 millions de tonnes. Les éleveurs améliorent l'efficacité de systèmes laitiers basés sur la valorisation de prairies et sur le cycle de l'herbe avec des vèlages groupés à la fin de l'hiver. L'utilisation d'aliments concentrés est réduite au strict minimum si bien que la productivité animale progresse lentement (+25 kg/VL/an) et reste l'une des plus faibles en UE.

> > >

	Quota (millier de tonnes)		Production (1000 tonnes)		Production /quota (%)	Evolution de la production (%)
	2008	2013	2008	2013	2013	2013 /2008
France	25 091	26 110	24 516	23 400	-10%	-4,6
Allemagne	28 847	30 019	28 656	30 000	0%	4,7
Pologne	9 568	9 956	12 425	13 000	31%	4,6
Royaume-Uni	15 125	15 739	13 773	13 100	-17%	-4,9
Italie	10 741	11 289	10 974	11 000	-3%	0,2
Roumanie	3 118	3 245	4 854	4 950	53%	2,0
Pays-Bas	11 466	11 931	11 620	12 400	4%	6,7
Irlande	5 504	5 727	5 133	5 100	-11%	-0,6
Espagne	6 239	6 493	6 467	6 000	-8%	-7,2
Danemark	4 613	4 800	4 656	4 850	1%	4,2
Belgique	3 427	3 566	2 892	2 900	-19%	0,3
Autriche	2 847	2 963	3 196	3 300	11%	3,3
Repu tchèque	2 793	2 906	2 743	2 700	-7%	-1,6
Lituanie	1 739	1 810	1 879	1 800	-1%	-4,2
Suède	3 420	3 558	2 987	2 631	-26%	-11,9
Bulgarie	999	1 039	1 143	1 100	6%	-4,0
Portugal	1 988	2 068	2 023	2 000	-3%	-1,1
Finlande	2 492	2 593	2 311	2 036	-21%	-11,9
Hongrie	2 030	2 112	1 819	1 600	-24%	-12,1
Lettonie	743	773	842	800	3%	-5,0
Slovaquie	1 062	1 105	1 056	1 000	-10%	-5,3
Grèce	837	872	761	700	-20%	-8,0
Slovénie	588	612	660	620	1%	-6,1
Estonie	659	686	712	700	2%	-1,7
Luxembourg	279	290	278	292	1%	5,2
Chypre	148	154	152	154	0%	1,1
Malte	50	52	40	39	-25%	-2,3
<b>UE 15</b>	<b>122 916</b>	<b>128 018</b>	<b>120 243</b>	<b>119 710</b>	-6%	-0,4
<b>UE 27</b>	<b>146 413</b>	<b>152 468</b>	<b>148 569</b>	<b>148 173</b>	-3%	-0,3

## Quelques chiffres clés par pays et pour l'Union Européenne

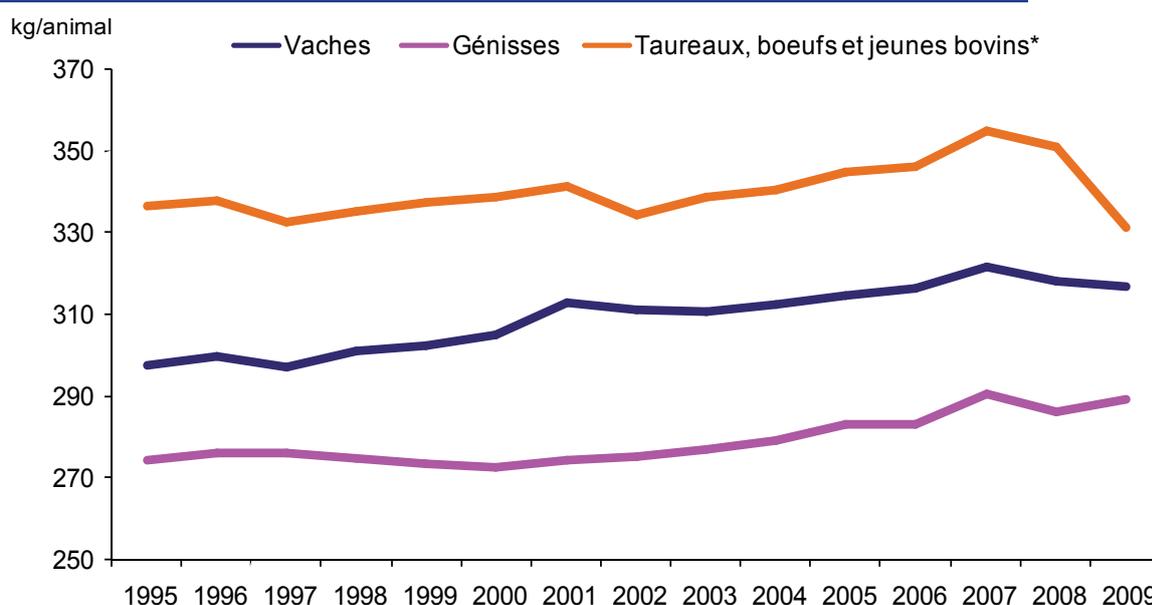
Figure 4

Rendement (kg/vache/an)			Nombre de vaches laitières (1000 têtes)			Nombre de vaches allaitantes (1000 têtes)			Total vaches (1000 têtes)
2008	2013	Evolution 2013/2008 (%)	2009	2013	Evolution (%)	2009	2013	Evolution (%)	2013
6 493	6 918	1,3	3 673	3 286	-11	4 150	3 950	-5	7 236
6 891	7 391	1,4	4 169	3 968	-5	730	720	-1	4 688
4 624	5 024	1,7	2 585	2 558	-1	93	105	13	2 663
7 099	7 349	0,7	1 876	1 788	-5	1 638	1 570	-4	3 358
5 981	6 231	0,8	1 878	1 756	-6	440	423	-4	2 179
3 176	3 416	1,5	1 384	1 478	7	26	23	-12	1 501
7 553	7 928	1,0	1 562	1 521	-3	85	80	-6	1 601
4 683	4 808	0,5	1 107	1 045	-6	1 070	1 000	-7	2 045
7 219	8 219	2,6	852	704	-17	2 028	2 030	0	2 734
8 322	9 072	1,7	574	521	-9	108	95	-12	616
5 484	5 859	1,3	510	486	-5	513	510	-1	996
6 096	6 471	1,2	533	507	-5	265	260	-2	767
6 797	7 297	1,4	384	367	-4	172	168	-2	535
4 703	5 303	2,4	375	332	-11	16	19	19	351
8 168	8 618	1,1	354	293	-17	179	185	3	478
3 514	3 929	2,3	297	273	-8	16	19	19	292
6 672	7 172	1,5	293	276	-6	424	422	0	698
7 908	8 508	1,5	286	233	-19	53	57	8	290
6 878	7 428	1,6	248	207	-17	64	69	8	276
4 803	5 553	2,9	166	144	-13	16	19	19	163
5 962	6 712	2,4	163	146	-10	42	47	12	193
5 007	5 257	1,0	145	127	-12	165	160	-3	287
5 728	6 228	1,7	113	98	-13	61	62	2	160
6 955	7 955	2,7	96	87	-9	10	12	20	99
6 450	6 750	0,9	46	40	-13	32	33	3	73
6 438	6 938	1,5	23	22	-4	-	-	-	22
5 430	5 680	0,9	7	7	-	0,2	0,2	0	7
<b>6 686</b>	<b>7 108</b>	1,2	<b>17 858</b>	<b>16 551</b>	-7	<b>11 880</b>	<b>11 495</b>	-3	<b>28 046</b>
<b>6 135</b>	<b>6 545</b>	1,3	<b>23 699</b>	<b>22 270</b>	-6	<b>12 396</b>	<b>12 038</b>	-3	<b>34 308</b>

Source : Prévisions GEB-Institut de l'Élevage d'après sources diverses

### Evolution du poids moyen de carcasse par catégorie dans l'UE à 15

Figure 1



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

\*Ce chiffre prend en compte la nouvelle catégorie des Jeunes Bovins apparue en 2009 (âgés de 8 à 12 mois), dont le poids moyen est de 210 kg

### Evolution du poids moyen par par catégorie dans l'UE à 15 et perspectives 2015 à 27

Figure 2

	UE à 15			Prévision UE à 27
	1995	2000	2009	2013
Vaches	298	305	317	312
Génisses	274	272	289	288
Taureaux+bœufs+JB*	337	339	331*	333*
<b>Gros bovins*</b>	<b>312</b>	<b>315</b>	<b>318*</b>	<b>317*</b>

Source : Eurostat et prévisions GEB-Institut de l'Élevage

\*Ce chiffre prend en compte la nouvelle catégorie des Jeunes Bovins apparue en 2009 (âgés de 8 à 12 mois), dont le poids moyen est de 210 kg

### Prévisions d'évolution démographique et de consommation de viande bovine et ovine dans l'UE 27

Figure 3

Population	2009		Population	2015	
	CIB viande bovine (kec/hab)	CIB viande ovine (kec/hab)		CIB viande bovine (kec/hab)	CIB viande ovine (kec/hab)
499,6	16,4	2,3	507,7	15,9	2,1

Source : Eurostat et GEB-Institut de l'Élevage

En **Roumanie**, l'élevage de subsistance (76% des vaches se trouvent dans des étables de 1 à 2 vaches) résiste dans un contexte difficile : chômage local accru, difficulté à s'expatrier... Faute d'alternative, beaucoup de ruraux restent sur leurs fermes et cherchent à survivre du mieux possible en exploitant leurs quelques arpents et leur maigre troupeau. Le cheptel baisse très peu, à 1,45 million de vaches (-2%), qui sont majoritairement de races mixtes (Simmental et Brune). Le rendement apparent progresse lentement mais dépasse à peine 3 400 kg/an en 2013. La production reste presqu'étale, mais n'est collectée que pour une part très minoritaire (1/3 environ).

Au final, la production laitière dans l'UE à 27 se maintient à peine, malgré une hausse de 7,5% du droit à produire qui sera passé de 143,1 à 152,5 millions de tonnes entre 2008 et 2013. Entre 2009 et 2013 le cheptel laitier européen aura perdu 6% de ses effectifs, sous l'effet d'une progression modérée (+80 kg/an) de la productivité du cheptel laitier européen qui est portée à 6 545 kg/VL en 2013.

**Ramené à 22,27 millions de têtes, le cheptel laitier européen aura de nouveau perdu près de 1,4 million de vaches entre 2009 et 2013, amputant d'autant le nombre des naissances.**

## Un recul contrasté des cheptels allaitants

Dans ce contexte de stagnation économique en Europe et dans les autres pays industrialisés, les cours des matières premières, qu'il s'agisse de l'énergie ou des céréales, se maintiennent à des niveaux similaires à ce que l'on a connu en 2009. Cela signifie pour les éleveurs des coûts de production moyens et une concurrence élevage/céréales modérée. Malgré une pression aux frontières qui reste contenue, les prix des viandes rouges sont tirés vers le bas par une consommation plutôt en berne et des difficultés à exporter. Avec les difficultés économiques que rencontrent les ménages, la consommation alimentaire se modifie : moins de repas pris à l'extérieur du domicile (RHD), descente dans la gamme de produits, moins d'achat de superflu, réduction du contenu en services. Cette évolution de la demande se traduit par des modifications des systèmes de distribution (tendance au développement des *hard-discounts*) qui sont globalement moins favorables au bœuf et notam-

ment aux pièces nobles et aux segments qualitatifs approvisionnés par le troupeau allaitant.

Les systèmes herbagers fortement soutenus par les aides du 2nd pilier de la PAC sont pénalisés par des coupes dans les cofinancements nationaux imposées par les difficultés budgétaires (notamment en Irlande et au Royaume-Uni). Toutefois, le net recul du cheptel laitier (-8%) libère des terres d'élevage et conduit à une baisse des disponibilités en viande co-produit du lait, qui fait un peu de place à la viande issue du cheptel allaitant.

En **France**, les prix de la viande restent bas, avec une difficulté particulière à valoriser les pièces nobles issues des animaux d'origine allaitante alors que la demande se tourne vers les produits bon marché. Suite aux difficultés des engraisseurs, les prix du maigre sont également en baisse. Par ailleurs, le cofinancement national des mesures du second pilier et des aides à l'investissement pourrait être en partie remis en cause par les difficultés budgétaires, venant réduire les subventions aux exploitations allaitantes. Le maintien de faibles revenus décourage les installations, et pousse à la décapitalisation (des vaches non primées) qui semble s'être déjà amorcée fin 2009. Le cheptel reculerait de 5% d'ici 2013.

En **Espagne**, les prix bas de la viande font pression sur la filière et poussent certains éleveurs à arrêter ou à décapitaliser. À l'inverse, le fort recul du cheptel laitier est en partie compensé par des vaches allaitantes supplémentaires, notamment dans le nord (Galice, Asturies et Cantabrie hébergent 59% des vaches laitières et 23% des vaches allaitantes) et en Castille-Leon (11% des vaches laitières et 25% des vaches allaitantes). De même la réduction du cheptel de brebis (-16%) permet l'augmentation du nombre de vaches dans la zone extensive. En outre, la chute des disponibilités de veaux laitiers (en Espagne mais aussi chez le fournisseur français) fait de la place aux veaux allaitants dans les ateliers d'engraissement spécialisés.

Par ailleurs, la stagnation économique offre peu d'opportunités d'emplois extra-agricoles. Au total le cheptel allaitant devrait se stabiliser par rapport au niveau modéré de 2009.

Au **Royaume-Uni**, la faiblesse de la livre revalorise nettement les DPU, favorise les exportations vers le Continent et permet le maintien de prix corrects pour

> > >

### Offre/demande de viande bovine dans l'UE à 27 (en 1000 tec)

Figure 5

	2009	2015
Production	7 952	7 762
Importations vif	0,3	1
Exportations vif	37,6	38
Abattages	7 915	7 725
Importations viande	418	450
Exportations viande	116	100
Consommation	8 217	8 075
Déficit de l'UE en % production / consommation	97%	96%
Déficit de l'UE en volume (1000 tec)	265	313

Source : Eurostat et prévisions GEB-Institut de l'Élevage

### Répartition des abattages dans l'UE

Figure 6

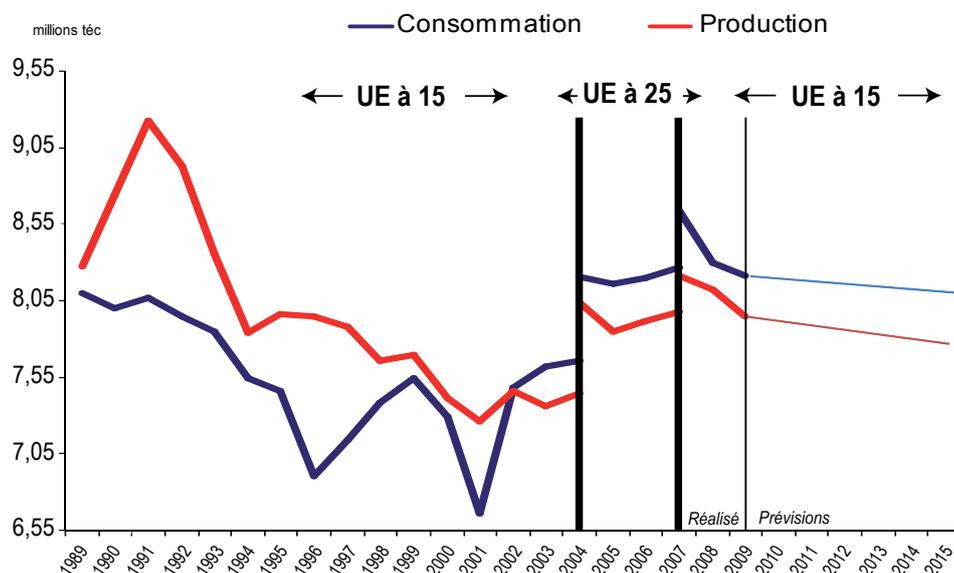
1000 tonnes	Abattages 2009		Total*	Abattages 2015		Evolution 2015/2009 en %
	JB + boeufs	Vaches + génisses		Total*	Total*	
France	501	795	1 501	1 418	-5,5	
Allemagne	589	559	1 190	1 152	-3,2	
Italie	627	306	1 055	998	-5,4	
Royaume-Uni	465	402	868	820	-5,6	
Espagne	339	219	574	543	-5,4	
Irlande	281	233	514	489	-4,9	
UE à 27	3 691	3 554	7 952	7 726	-2,8	

\* y compris veau de boucherie

Source : Eurostat et prévisions GEB-institut de l'élevage

### Production et consommation dans l'UE à 15-25-27

Figure 7



Source : GEB-Institut de l'Élevage

les éleveurs. Mais la possible diminution du cofinancement des aides du second pilier pénaliserait les élevages, notamment des zones défavorisées, alors que le découplage de la PMTVA n'impose pas le maintien des vaches. Avec le manque de confiance en l'avenir, le cheptel diminuerait de 4% d'ici 2013. La proportion de taurillons continue de croître au détriment des bœufs finis à l'herbe.

En **Irlande**, la baisse des cofinancements du REPS (notamment la « prime au bien-être des bovins ») pénalise fortement les éleveurs allaitants (les aides représentent 150% du revenu pour les naisseurs-engraisseurs). 42% des vaches allaitantes sont dans des exploitations de moins de 19 vaches et 22% dans des unités de 20 à 29 vaches d'après le recensement de 2005 : il reste donc une forte marge de restructuration. Le découplage total des primes depuis 2005 n'imposant pas de maintenir le cheptel pour toucher les DPU, le rythme de décapitalisation s'accroît. Le cheptel allaitant reculerait de 7% d'ici 2013.

En **Allemagne**, en **Belgique** et au **Portugal**, le cheptel allaitant est relativement stable et ne devrait reculer que légèrement. En Italie, sa diminution est ralentie par la nouvelle prime versée au titre de l'article 68 du « bilan de santé » de la PAC.

Dans les nouveaux États membres, le cheptel allaitant se constitue très modestement sur les terres libérées par le recul du cheptel laitier.

**Dans ce contexte, le cheptel allaitant européen recule de 3% d'ici 2013 et passe de 12,40 millions de têtes à 12,04 millions.**

**Globalement, le recul du cheptel de vaches, laitières et allaitantes, en Europe atteint 1,78 millions de têtes, une baisse de 5% entre 2009 et 2013.**

## Quelle production de viande issue de ce cheptel restreint ?

La production de viande bovine dépend du nombre de veaux disponibles et des poids de carcasses. Une fois estimé le cheptel de vaches à l'année  $n-2$  (2013 ici), la répartition des veaux entre les filières veaux de boucherie et viande rouge est donc essentielle, étant donnés les

écarts de poids carcasse finaux entre les deux filières. Dans notre scénario, la consommation de veau est en forte baisse en France comme en Europe. La situation économique limite le pouvoir d'achat des consommateurs, qui, plus que jamais, consomment du veau surtout lors des promotions organisées 2 à 3 fois par an. De plus, compte-tenu des prix des céréales peu élevés, le prix relatif de la viande de veau par rapport aux viandes de volaille et de porc reste défavorable. La consommation française est ramenée de 4 kg/hab/an en 2008 à 3,4 kg en 2014. Ce phénomène de baisse se retrouve en Italie et en Allemagne, dans des proportions identiques.

La production de veau de boucherie est potentiellement dépendante et limitée par le nombre de veaux laitiers disponibles et donc fonction du cheptel de vaches laitières. Or celui-ci diminue entre 2009 et 2013 dans les principaux pays producteurs de veaux de boucherie. La France perd 11% de ses vaches laitières, l'Allemagne 5%, et la Belgique 5%, les Pays-Bas 3% et l'Italie 6%. Au total, le cheptel de ces pays diminue de plus de 775 000 têtes, soit 6,5%.

En France, de nombreux éleveurs arrêtent la production, profitant du découplage de la prime à l'abattage des veaux (PAB) et les installations sont limitées. Les intégrateurs continuent de maîtriser les prix et les mises en place. Ces dernières sont très contrôlées avec l'objectif de conserver un prix relativement stable. Les importations néerlandaises de petits veaux en provenance d'Allemagne, d'Irlande, de Pologne et d'Espagne se réduisent sous le double effet d'un recul des cheptels laitiers dans ces pays et d'une demande moins importante.

Au final, le taux de prélèvement des veaux issus du cheptel laitier reste stable à près de 22% dans l'UE 27. Ainsi la filière veau de boucherie dans l'UE 27 valorise 4,9 millions de têtes en 2013, ce qui correspond à une réduction sa production de 6% en têtes, soit un peu plus de 320 000 animaux. Dans le même temps, les poids carcasse augmentent en moyenne de 1 kg dans l'UE.

La production est ramenée à 657 000 téc en 2015, soit une baisse de 6% par rapport à 2009. Celle-ci pourrait se répartir différemment, avec une place plus importante des Pays-Bas au détriment de l'Allemagne et de l'Italie.

### Cheptels de brebis en UE (enquête de décembre) x 1000 têtes

Figure 8

	2000	2008	2009	Total		2014	Prévisions	
				2000 à 2009	/an		2009 à 2014	/an
<b>UE27</b>	<b>77 774</b>	<b>68 010</b>	<b>66 534</b>	<b>-14%</b>	<b>-1,6%</b>	<b>62 507</b>	<b>-6%</b>	<b>-1,2%</b>
Espagne	18 830	15 416	15 421	-18%	-2,0%	14 000	-9%	-1,8%
Royaume-Uni	18 513	14 013	13 705	-26%	-2,9%	12 000	-12%	-2,5%
Roumanie	5 870	7 597	8 068	37%	4,2%	8 300	3%	0,6%
Italie	7 850	7 210	7 101	-10%	-1,1%	6 700	-6%	-1,1%
Grèce	6 681	6 904	6 552	-2%	-0,2%	6 600	1%	0,1%
France	7 306	5 888	5 769	-21%	-2,3%	5 300	-8%	-1,6%
Irlande	3 934	2 527	2 369	-40%	-4,4%	2 000	-16%	-3,1%
Portugal	2 436	2 074	1 915	-21%	-2,4%	1 800	-6%	-1,2%
Allemagne	1 610	1 373	1 339	-17%	-1,9%	1 200	-10%	-2,1%
Bulgarie	1 434	1 245	1 178	-18%	-2,0%	1 000	-15%	-3,0%
Pays-Bas	940	1 160	526	-44%	-4,9%	1 000	90%	18,0%
Autres	2 371	2 602	2 590	9%	1,0%	2 607	1%	0,1%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### Abattages d'ovins en UE x 1000 téc

Figure 9

	2000	2008	2009	Total		2014	Prévisions	
				2000 à 2009	/an		2009 à 2014	/an
<b>UE27</b>	<b>1 125</b>	<b>945</b>	<b>886</b>	<b>-21%</b>	<b>-2,4%</b>	<b>823</b>	<b>-7%</b>	<b>-1,2%</b>
Espagne	232	157	121	-48%	-5,3%	95	-22%	-3,6%
Royaume-Uni	361	326	306	-15%	-1,7%	284	-7%	-1,2%
Roumanie	54	58	71	31%	3,5%	75	6%	1,0%
Italie	65	57	56	-14%	-1,6%	54	-4%	-0,7%
Grèce	81	73	72	-11%	-1,2%	71	-1%	-0,2%
France	134	110	102	-24%	-2,7%	96	-6%	-0,9%
Irlande	83	59	55	-34%	-3,7%	48	-13%	-2,1%
Portugal	12	11	14	15%	1,6%	13	-7%	-1,1%
Allemagne	44	39	38	-15%	-1,7%	37	-1%	-0,2%
Bulgarie	15	16	15	-1%	-0,1%	13	-13%	-2,2%
Pays-Bas	18	14	13	-28%	-3,1%	11	-16%	-2,7%
Autres	25	26	24	-6%	-0,7%	26	10%	1,7%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Le poids moyen des carcasses des gros bovins n'a cessé de s'alourdir depuis 1995, bien que le phénomène tende à se ralentir ces dernières années. Entre 1995 et 2009 dans l'UE 15, le poids des vaches et des taureaux a augmenté de 6%. La modification du rapport vaches allaitantes/vaches laitières, les progrès en génétique, et les rapports de prix dans la filière peuvent expliquer la tendance.

Cette tendance devrait se poursuivre mais à un rythme ralenti de moitié. Le faible coût des matières premières végétales encourage l'alourdissement, renforcé par la part croissante du cheptel allaitant. À l'inverse, la baisse de la consommation constatée dans les différents pays et la pression à la baisse des prix de la viande freine cet élan et limite l'alourdissement à environ 2%.

La disponibilité en animaux d'élevage est réduite de 1,5 million de têtes en 2015 ce qui entraîne, avec nos hypothèses (veaux de boucherie, poids moyen des carcasses) une production bovine globale (gros bovins + veaux de boucherie) dans l'Union européenne à 27 de 7,72 millions de tonnes.

Les importations sont à des niveaux légèrement supérieurs à ceux de 2009. L'UE reste en effet, en ces temps de crise, ferme sur les exigences sanitaires et de traçabilité des viandes importées. De plus, la situation économique en Amérique du sud freine la production de viande et la capitalisation du cheptel.

La production européenne en baisse accentue le déficit de l'UE, qui se creuse à 4%, comme en 2006 et 2007 (voir figure 4).

## La production de viande ovine européenne perd encore 7% en 6 ans

En absence d'accord à l'OMC, la pression des importations en provenance des Pays tiers n'augmente pas, bien que les taux de change soient favorables aux importations, avec un euro fort par rapport au dollar néo-zélandais. Les prix UE se maintiennent donc.

Les coûts de production restent élevés mais on n'envoie pas une nouvelle envolée. L'hypothèse d'un baril de pétrole à 70 \$ US ramène les coûts relatifs à l'énergie dans les exploitations au niveau de 2006. Le blé

étant en moyenne à 110 €, les coûts liés aux concentrés restent également bien en dessous de ceux de 2007 et 2008.

En revanche, les coupes budgétaires de certains États membres, en particulier en ce qui concerne le cofinancement des aides PAC, constituent un facteur à prendre en compte. En effet, le poids du deuxième pilier dans les revenus des exploitations ovines européennes est très important. En France, d'après le RICA, il représente en moyenne près de 55% du revenu des éleveurs ovins allaitants. En Irlande, d'après Teagasc, les exploitations ovines ne dégageraient pas de revenu sans les aides publiques PAC, les programmes environnementaux et les aides spécifiques aux zones défavorisées.

En France, l'ICHN et la prime à l'herbe ne seraient pas remises en cause d'ici 2013 et nous faisons ici l'hypothèse que, si changement il y a après cette date, les effets sur le cheptel ovin de 2014 et la production de 2015 seront négligeables. En revanche, les soutiens menacés dès 2010 sont surtout ceux du REPS en Irlande, déjà annoncés en baisse fin 2009, mais des doutes existent aussi sur le programme de développement rural britannique ... Ces réductions pèseraient lourd dans les revenus des exploitations ovines. La friabilité des banques freine par ailleurs les emprunts, limitant en premier lieu les investissements productifs, pourtant nécessaires, mais aussi les prêts à court terme sensés soulager les trésoreries.

La restructuration s'accélère donc en Europe, la baisse de revenu touchant de façon renforcée les petites exploitations fortement dépendantes des aides. Mais le phénomène ne se limite pas à cette catégorie et les exploitations dites « professionnelles » sont également touchées. Les installations se font de plus en plus rares et ne suffisent pas, et de loin, à renouveler les exploitations « professionnelles ». Le cheptel de l'UE à 27 recule de 6% entre décembre 2009 et décembre 2014 et la production baisse de 7%, pénalisée par la perte de productivité qui affecte certains gros producteurs, comme l'Espagne.

En France, malgré des revenus toujours bas pour les éleveurs ovins, la prime à la brebis issue du rééquilibrage des aides et la nouvelle prime à l'herbe décidée dans le cadre du bilan de santé de la PAC, limitent le recul du cheptel par rapport à la période récente. Malgré des disponibilités à la baisse, les importations

> > >

### Bilan viande ovine en UE 27 x 1000 téc

Figure 10

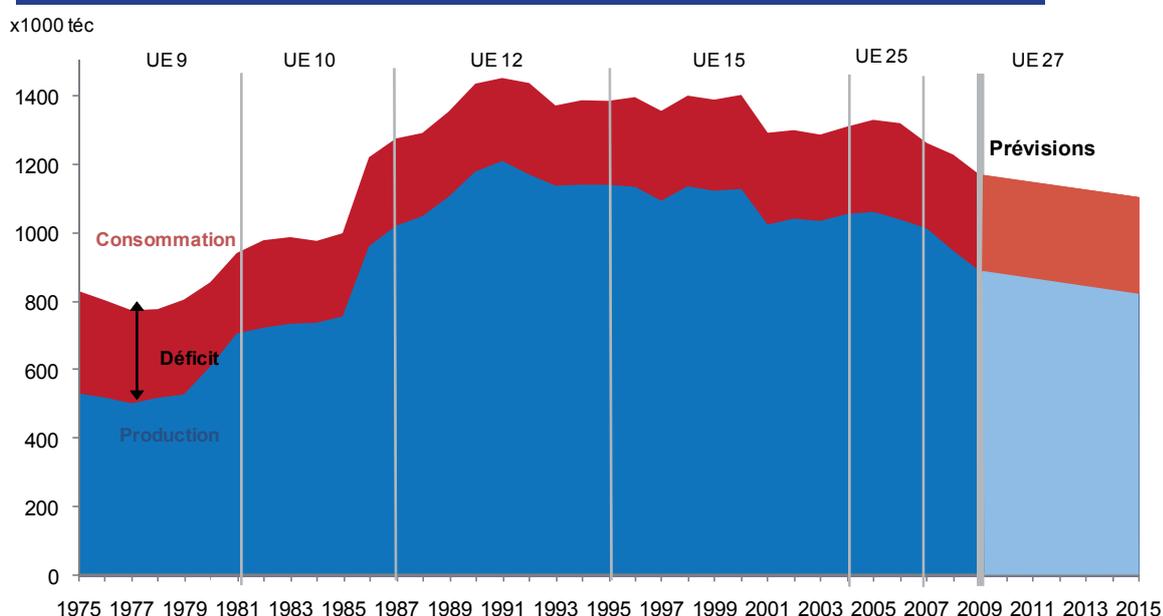
	2000	2008	2009	Total		Prévisions		
				2000 à 2009	/an	2015	2009 à 2015	/an
Abattages	1 125	945	886	-21%	-2,4%	823	-7%	-1,2%
Importations*	255	268	269	+5%	+0,7%	270	=	=
Exportations*	4	5	7	+77%	+9,7%	4	-44%	-7,3%
Consommation	1 379	1 212	1 154	-16%	-2,0%	1 089	-6%	-0,9%
Consommation /hab (kg)	2,9	2,4	2,3	-19%	-2,4%	2,1	-7%	-1,2%

\* viandes ovines fraîches et congelées uniquement, sans les abats (17 000 téc importées et 2 600 téc exportées en 2009)

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### Production et consommation de viande ovine dans l'UE

Figure 11



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

en provenance du RU se maintiennent à des niveaux élevés du fait du taux de change livre/euro qui reste avantageux, de même qu'en provenance d'Irlande, où la demande intérieure recule. Ces importations pèseront sur les prix français.

Le recul du cheptel ralentit par rapport à la moyenne 2000/2009, et passe à -1,6% par an. En décembre 2014, le cheptel français compterait 5,3 millions de brebis, soit 8% de moins qu'en décembre 2009.

La restructuration se traduit par la réforme des brebis les moins productives et le recul de production en est légèrement atténué. Avec 0,9% de baisse annuelle, la production française en 2015 est de 96 000 téc, soit 6% de moins qu'en 2009.

Au **Royaume-Uni**, le système de production à 3 étages, déjà remis en cause depuis le début des années 2000 par le croisement d'une partie des brebis rustiques dans les zones de montagne, est fortement contrarié par le différentiel de revenus qui se creuse. Les cheptels Ecossois et Gallois sont particulièrement impactés car leur territoire est classé en presque totalité en zones défavorisées, avec des conditions de production plus difficiles et un soutien public stable, voire à la baisse. Au final, le cheptel britannique comptera 12 millions de brebis en décembre 2014, 12% de moins qu'en 2009.

Bien que le cheptel recule davantage dans les zones de montagne où les agneaux sont plus légers, les exploitations de plaines se trouvent également affectées du fait du système de transfert des brebis entre zones et du croisement qui devient une pratique plus fréquente. La production de la plaine recule donc également. Au total, la production britannique s'établit à 284 000 téc en 2015, 7% de moins qu'en 2009. Le Royaume-Uni garde néanmoins sa place de premier producteur européen.

Les importations restent élevées, malgré la baisse de production en Nouvelle-Zélande, car les exportateurs continuent de privilégier le marché européen et cherchent à tirer pleinement profit du contingent tarifaire.

En **Espagne**, le secteur ovin traverse une crise sans précédent, avec un effondrement du nombre d'exploitations, des effectifs et surtout de la production. La hausse des cours des céréales a été particulièrement ressentie dans les ateliers d'engraissement qui comptent pour la moitié de la production espagnole. Le cheptel a reculé de 9% entre 2006 et 2009. Dans un

scénario de prix des céréales stabilisé, la baisse de cheptel s'infléchit mais reste forte. En décembre 2014, le cheptel espagnol compte 14 millions de brebis, 9% de moins qu'en 2009. L'Espagne a toujours le plus important cheptel ovin de l'UE. La production recule à un rythme de 3,6% par an, pour s'établir à 95 000 téc en 2015, 22% en dessous de son niveau de 2009.

En **Irlande**, le poids des aides environnementales (REPS) est particulièrement élevé dans le revenu des éleveurs ovins. En outre, l'importance des revenus extérieurs dans les exploitations allaitantes, avec plus de la moitié des chefs d'exploitations double-actifs, fragilise le secteur. Dans un contexte d'économie en croissance nulle, l'opportunité d'un travail à temps partiel dans le bâtiment, chose facile et courante parmi les éleveurs ovins jusqu'en 2008, se fait plus rare et nombreux sont ces éleveurs double-actifs à tenter de trouver un emploi en ville ou à l'étranger et à quitter leur exploitation. Cette tendance est accentuée quand l'élevage ne leur permet plus de dégager un revenu intéressant, suite aux coupes budgétaires dans le 2ème pilier. Le cheptel irlandais recule de 16% et la production de 13%, les réformes des brebis les moins productives permettant encore quelques gains de productivité dans ce pays où la production de viande ovine est essentiellement herbagère.

Les cheptels à orientation laitière résistent mieux, comme en Italie où la baisse n'atteindra que -6% entre 2009 et 2015 et en Grèce, avec une hausse de 1%. Le cheptel roumain continue de progresser mais à un rythme ralenti. Il gagne 3% entre 2009 et 2014, la dynamique de développement étant freinée par le contexte économique mais tout de même portée par une demande créée en Europe par le déclin de la production.

Les modifications engendrées par la crise dans les dépenses alimentaires des ménages ont touché l'agneau de plein fouet. Les achats des ménages ont fortement reculé au Royaume-Uni, en Irlande, en Espagne... Viande festive et chère, l'agneau se marginalise davantage avec le recul des disponibilités, alors que les ménages se tournent vers des produits bons marchés et vers les circuits de distribution type *Hard Discount*, peu favorables à l'agneau.

Mais c'est avant tout la baisse des disponibilités intérieures qui pèse sur la consommation européenne. Avec des importations quasiment stables en équivalent carcasse, la consommation recule de 6% entre 2009 et 2015.

# 3

## Conclusion

L'essentiel des décisions politiques engageant l'avenir à moyen terme reste à venir, qu'elles concernent la réforme budgétaire de l'Union et celle de la PAC, ou d'éventuels accords de libéralisation commerciale, à l'OMC ou en bilatéral.

Le scénario privilégié dans ces perspectives à l'horizon 2015 n'envisage pas de changement majeur avant 2013, même si des effets d'annonce peuvent profondément influencer les décisions des éleveurs avant même que les impacts réels ne se fassent sentir en terme de baisse des aides et/ou de baisse de protection tarifaire. À politique européenne inchangée, l'évolution des cheptels de ruminants et des productions de viande rouge à l'horizon 2015 présente déjà de nombreuses incertitudes. Les aléas liés aux incidents sanitaires à répétition comme les aléas climatiques pourront avoir d'autant plus d'impacts que l'essentiel du soutien dans l'UE est désormais découplé.

Dès avant 2013, certains pays verront leur cheptel allaitant chuter fortement: l'Irlande sera parmi les plus touchés avec une baisse atteignant les 7%. Le découplage des aides dans ce pays n'est pas étranger à cette évolution. D'autres pays, au contraire, résisteront relativement bien comme l'Allemagne et la Belgique.

La signature d'un accord OMC à une date rapprochée et une mise en œuvre rapide pourrait remettre en cause ce scénario central, par la baisse et la volatilité accrue des prix qu'il entraînerait certainement.

De la même manière, des accords bilatéraux dits de « libre-échange », même en plaçant les viandes rouges en produits sensibles, donc sans baisse de droits de douanes, élargiront les contingents tarifaires, et augmenteront donc les disponibilités en UE. Ce serait par exemple le cas d'un accord entre l'UE et les pays du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) pour lequel la première offre européenne incluait un contingent supplémentaire de 110 000 téc de bœuf.

Cependant, un accord à l'OMC aurait des impacts beaucoup plus négatifs que ces accords bilatéraux, à cause de la baisse des protections tarifaires qui favorise les à-coups des marchés et des prix, alors que les importations sous contingents sont beaucoup plus prévisibles et peuvent être anticipées par la filière.

Mais un accord à l'OMC n'est réellement envisageable, il nous semble, que dans un contexte de croissance retrouvée, qui n'est pas le scénario que nous privilégions pour les années à venir. Dans un scénario de stagnation économique, les risques politiques d'un accord nous apparaissent disproportionnés, surtout dans les pays industrialisés et en pleine hausse du chômage.

L'évolution rapide des politiques environnementales pourrait également influencer sur les cheptels, la production et la consommation de viande. Mais un tel déroulement semble peu probable compte tenu des annonces intervenues récemment.

L'affichage environnemental, qui devait, en France, être mis en place au 1er janvier 2011 ne sera finalement généralisé qu'après l'étude des résultats d'une phase expérimentale d'un an, devant démarrer le 1er juillet 2011. Les modalités de cet affichage ne sont pas encore stabilisées et il est donc difficile de prévoir son impact sur la consommation de viande, même si le pire ne doit pas être occulté.

La mise en place de la taxe carbone française a été repoussée *sine die* dans le but d'obtenir une taxe aux frontières européennes ou une taxe carbone dans tous les pays de l'UE. Les premières réactions européennes laissent présager de longues tractations sur ce thème : la connotation protectionniste de cet instrument ainsi que le surcoût pour les consommateurs semblent freiner plusieurs Etats membres, sans oublier l'effet d'une telle mesure en temps de crise.

Enfin, au niveau mondial, le sommet de Copenhague n'a pas permis d'arriver à un consensus sur des mesures contraignantes concernant les émissions de GES. Même si l'objectif européen de réduire d'au moins 20% les émissions (par rapport aux niveaux de 1990) d'ici 2020 est maintenu, le chemin vers des économies moins polluantes et « décarbonées » permettant des réductions fortes des émissions de GES est long et ne devrait pas modifier les systèmes de production d'ici 2013.

Ces aspects (environnementaux, commerciaux) ne devraient donc pas avoir d'incidences sur le scénario envisagé, à horizon 2015. On peut cependant être sûr qu'à moyen terme (2025), tous ces thèmes pèseront d'un poids certain dans les évolutions des productions et des consommations de viande ovine et bovine en Europe. Mais cela fera l'objet d'une autre analyse plus prospective.



# Les dossiers Économie de l'Élevage

résumé les principales études conduites par le GEB  
(Département Économie de l'Institut de l'Élevage).

Ils sont consultables sur le site : <http://www.inst-elevage.asso.fr>

## Liste des derniers Dossiers Économie de l'Élevage

- 2009 : L'année économique ovine. Perspectives 2010. n° 401 - avril 2010
- 2009 : L'année économique caprine. n° 400 - avril 2010
- 2009 : L'année économique laitière. Perspectives 2010. n° 399 - mars 2010
- Marchés mondiaux des produits laitiers. De la dépression à la convalescence. n° 398 - février 2010
- 2009 : L'année économique viande bovine. Perspectives 2010. n° 397 - janvier 2010
- Le marché mondial de la viande bovine en 2009. La ruée vers l'Asie. n° 396 - décembre 2009
- La filière laitière au Canada. Un modèle de régulation exportable ? n° 395 - novembre 2009
- La filière laitière en Espagne. Une production intensive et dépendante. n° 394 - octobre 2009
- La filière laitière en Ukraine. Deux modèles en déclin. n° 393 - septembre 2009
- La filière laitière en Biélorussie. Un modèle soviétique entrouvert à l'économie de marché. n° 392 - juillet 2009
- France laitière 2015. Vers une accentuation des contrastes régionaux. n° 391 - juin 2009
- Le lait dans les montagnes européennes. Un symbole menacé. n° 390 - mai 2009
- 2008 : L'année économique ovine. Perspectives 2009. n° 389 - avril 2009
- 2008 : L'année économique caprine. n° 388 - avril 2009
- Le «bilan de santé» de la PAC en France. Hors Série Spécial PAC - mars 2009
- 2008 : L'année économique laitière. Perspectives 2009. n° 387 - mars 2009

**Ces documents sont à commander à TECHNIPEL -**

149 rue de Bercy - 75595 PARIS Cédex 12, au prix de 25 euros l'exemplaire  
Tél. : 01 40 04 51 71 - Fax : 01 40 04 52 80 - [technipel@inst-elevage.asso.fr](mailto:technipel@inst-elevage.asso.fr)

Rédaction : Département Économie (GEB)

Le GEB (Groupe Économie du Bétail), Département Économie de l'Institut de l'Élevage, bénéficie du financement du Ministère de l'Agriculture et sur contrats, du Fonds de l'Élevage, de l'Interprofession lait et viande, et de FranceAgriMer

> Équipe de rédaction : G. Barbin - JM. Chaumet - P. Chotteau - J.C. Guesdon - B. Lelyon - C. Monniot - A. Mottet - C. Perrot - M. Richard - G. You

> Mise en page : M. Allié > Email : [leila.assmann@inst-elevage.asso.fr](mailto:leila.assmann@inst-elevage.asso.fr) > Directeur de la publication : M. Marguet

Document publié en collaboration avec les services de la Confédération Nationale de l'Élevage par l'Institut de l'Élevage

> 149, rue de Bercy - 75595 PARIS CEDEX 12 > Tél. : 01 40 04 52 62 > <http://www.inst-elevage.asso.fr>

> Imprimé à Lefevre Graphic Sarl, 8 rue du Général Sarrail 55100 Verdun > N° ISSN 1273-8638

> Abonnement : 150 € TTC par an & Vente au numéro : 25 € : A. Cano > Email : [technipel@inst-elevage.asso.fr](mailto:technipel@inst-elevage.asso.fr) > Tél. : 01 40 04 51 71